

L'après Lubrizol Quelle jonction faire entre le risque écologique et la défense de l'emploi ?

Gérald Le Corre, 48 ans, inspecteur du travail, anime un collectif « Santé-travail » au sein de l'union départementale CGT, il est membre du bureau départemental. (GLC)

Enora Choppard, 27 ans, BTS gestion et protection de la nature, militante Alternatiba, travaille à la métropole de Rouen. (EC)

Article réalisé par Jean-Michel Devron, secrétaire général de l'Institut de Recherches de la FSU et Erwan Lehoux, professeur de sciences économiques et sociales à Rouen. Ils ont mené cet entretien au nom de la revue Regards Croisés (RC) à Rouen le 3 janvier 2020 après-midi, après un rassemblement devant le palais de justice pour défendre un enseignant arrêté la veille et une action de blocage des trains à Oissel.

Quelle a été votre première réaction lorsque vous avez compris qu'il se passait quelque chose de grave à Lubrizol ?

GLC : Je suis prévenu tôt le matin par des appels de copains. On a peu d'informations. Et celles que l'on a sont contradictoires. La radio dit : « restez chez vous, restez confinés » ; et au boulot, on nous dit : « il faut venir ». Il se trouve que je devais animer un stage CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail). Les stagiaires étaient tous là, on a donc commencé à discuter. On voit bien que cela ne colle pas entre Castaner qui affirme qu'il n'y a pas de danger et la préfecture qui dit que l'on attend les résultats ! Avec les stagiaires et un copain qui connaît bien ces usines SEVESO, on a donc rédigé un premier communiqué au nom de la CGT. On dit d'abord que c'est dangereux, ensuite qu'il y a des problèmes d'information et, enfin, on rappelle qu'à la suite de l'accident de 2013, on avait prévenu qu'il y aurait de nouveaux problèmes.

EC : Pareil. D'abord, c'est la peur et l'attente d'informations. En tant que militante ou militant, on est persuadée qu'on

vit dans un environnement plein de dangers. Pourtant, quand cela arrive vraiment, on se rend compte que les combats écologiques que l'on mène contre les risques sont à des années-lumière de la réalité... Ensuite, c'est la colère absolue face au traitement par la presse et la préfecture, qui tiennent un discours contradictoire et sans rapport avec la réalité que l'on ressent à la mairie.

Qu'est-ce que vous avez fait ?

GLC : Il y a ce qu'on a fait mais aussi surtout ce que l'on n'a pas fait : on aurait dû partir ! Quand il y a un nuage que l'on sait cancérigène qui se déplace au-dessus de nos têtes, il faut partir. Mais si les militant.e.s les plus conscient.e.s partent, on laisse les autres. Toi tu sais que c'est vraiment dangereux et non seulement tu restes là mais tu accompagnes la presse qui veut faire des images pour expliquer à la France entière ce qui se passe. C'est une contradiction classique des militant.e.s, on est dans le déni ! Pour les salarié.e.s et la population.

Vous les écologistes vous n'aviez pas cette contrainte des salarié.e.s ?

EC : Je bosse à la métropole, avec des

élu.e.s écologistes, et en fait on a vécu une semaine hallucinante. Il fallait être là pour les agents de la ville, pour les alerter, pour les réveiller. J'ai conseillé à tous mes ami.e.s de partir, surtout ceux qui ont des enfants, mais moi, cela ne m'a pas effleurée. Il y a des gens qui sont partis mais il n'y a eu ni consigne, ni mot d'ordre. En fait, on n'a aucune formation à la prévention des risques, ni à l'école, ni sur le plan municipal.

Il y a eu la création de ce collectif...

GLC : Cela s'est fait le lendemain. On a eu des infos par des copains des boîtes environnantes et les pompiers qui sont intervenus sur place. La plupart des boîtes SEVESO ont des pompiers professionnels mais ce n'est pas toujours le cas. Dans ce cas, on fait appel aux services de l'État. On avait les premiers résultats et on savait qu'ils n'avaient pas cherché dans le nuage tout ce qui était potentiellement dangereux et qu'ils mentaient sur la dangerosité. On savait qu'il y avait de l'amiante. Avec la fédération de la chimie, on envisage alors d'appeler à une manif pour demander vérité et justice. On écrit un appel à manifester que l'on envoie à tout le monde (organisations syndicales, ATTAC, Alternatiba, organisations environnementales, etc.) sauf aux partis politiques. Puis on l'envoie à la presse. Le collectif s'est monté comme ça, on ne s'est pas vu avant la manif. Le mardi, il y a beaucoup de jeunes, un mélange entre la rive gauche et la rive droite¹. Pour beaucoup, c'est une première manif. Le lendemain, on se réunit et on se met d'accord sur une plate-forme revendicative qui reste d'actualité. On avait décidé, à la CGT, de mettre de côté la question de l'emploi. On savait que cela ferait débat et qu'on serait sans doute en désaccord, mais on décide de privilégier ce qui prime en ce moment. Comme dans tous les collectifs, ce qu'on peut regretter, c'est qu'il y avait plus de signataires que de participants, si bien qu'il n'y a pas eu énormément de débats.

EC : Au même moment, on avait créé une asso avec des avocats de Rouen et Paris. On était soixante-dix et on était tout de suite parti sur l'idée qu'il fallait une action en justice. Mais, de même, dans la durée cela n'a pas assez mobilisé. Donc moi, j'ai fait beaucoup circuler les infos. On était aussi dans le collectif, on se connaît, on savait qu'il y avait des dé-

bats, mais je crois qu'on a tous senti que c'était tellement « gros », que la gestion par l'État déconnaît, qu'on a su mettre momentanément de côté la question de la fermeture ou non de l'usine.

C'était la première fois que des associations comme Alternatiba, Greenpeace, Respire, Extinction Rébellion et des syndicats travaillaient ensemble ?

EC : En fait, il y avait eu des rapprochements ces dernières années, notamment pendant la COP21. On n'est plus sur une écologie environnementaliste, le travail change aussi. Donc il y a chez de nombreux écologistes la compréhension qu'il faut une démarche globale qui passe par le changement du système économique.

GLC : Ces débats avancent dans la CGT. En général, elle met son logo dans de nombreuses manif climat, ce qui ne veut pas dire que l'on est nombreux après dans la rue. Là, on a impulsé un collectif qui concerne directement les risques industriels et la protection de la population, ce qui est complètement l'inverse de ce que l'on fait habituellement. Les questions des emplois et de la reprise partielle de l'activité ne sont pas venues tout de suite. C'est vrai que quand ce débat est arrivé, le collectif s'est rabougri et que plusieurs groupes écologistes ne sont plus venus. On a quand même réussi à faire un communiqué commun contre la reprise « dans ces conditions-là ». Je ne sais pas si cet accord durera longtemps... À la CGT, on n'est pas sur la fermeture. Il y a de nombreuses autres grosses boîtes privées classées SEVESO dans la vallée de Seine ; or, aucun groupe politique ne demande leur fermeture.

Comment on articule cette question de l'emploi et des risques industriels ?

Est-ce que vous, écologistes, êtes prêts à le mener avec les syndicats ? Comment écologistes et syndicalistes peuvent se mettre ensemble et se coltiner cette question ?

EC : Ce débat, on ne l'a pas mené entre nous non plus. Il y a plein de positions différentes. Sur Lubrizol, on a dit : « pas de réouverture partielle dans ces conditions ». Les questions à poser sont : quels types d'emplois ? pour produire quoi ? quelle société on veut ? Tant qu'on est dans le tout voiture, on reste dépendant de Lubrizol, comme de toute la chi-

¹ À Rouen la rive gauche de la Seine est « ouvrière », la rive droite « bourgeoise ». Exceptionnellement le vent soufflait vers la rive droite qui a donc subi le nuage et ses effets.

mie. La vallée de la Seine, c'est de la pétrochimie partout, on en est ultra-dépendant. Poser la question de l'emploi bien sûr, mais dans quelles conditions? Comment l'industriel met en danger les travailleurs? Les vrais responsables ce sont les industriels, c'est à eux de préserver l'emploi dans des conditions acceptables par les salariés et la population. On sait que la législation n'est pas appliquée. Lubrizol avait été mis en demeure trois mois avant de respecter les normes! Pour nous l'objectif c'est le « bien-être » dans sa vie, son travail et son environnement. Une vie où l'on n'est pas mis en danger, où l'on a des droits, des libertés. On a un combat similaire. L'opportunité de ce genre de catastrophe c'est de nous obliger à nous poser la question. On ne l'a pas fait encore, ni séparément, ni ensemble.

GLC: On n'est pas sur un dossier rouennais. Il y a aussi ce qui se passe autour de la cathédrale Notre-Dame (avec le plomb) et plein d'autres accidents. Donc c'est un combat plus large. Aujourd'hui, les équipes syndicales ne doivent plus avoir peur de dire ce qui se passe dans les boîtes. On peut se bagarrer pour le maintien de l'emploi et des salaires et, en même temps, sur les risques que les directions d'entreprises font courir à la fois aux salarié.e.s et à la population. Cela avance vraiment dans la fédération de la chimie. On l'a vu en 2010 à la suite de l'accident de Total. Ça avance moins bien sur le nucléaire mais... Ce que l'on peut affirmer, c'est que ces entreprises ne devraient pas être pilotées par des actionnaires qui n'ont que les profits comme préoccupation. Le débat avance sur tous les outils qui permettent de contrôler. Par contre ce qui est plus difficile dans les équipes syndicales, c'est le débat sur ce que l'on produit et sur la finalité de ce que l'on produit. On le voit sur les glyphosates par exemple. Ces débats sont très compliqués, mais notre syndicalisme s'y attaque. On revient à un syndicalisme de transformation de la société comme la CGT du début du siècle. Cela dit, c'est vraiment dur quand on voit les sites industriels fermer les uns après les autres.

EC: Pendant longtemps, les écologistes ne se sont pas préoccupés des salarié.e.s. Quand on bloque une boîte, on dénonce un système mais les gens qui travaillent dedans le prennent pour eux. C'est comme sur la question des pesticides, les

agriculteurs nous haïssent! Il faut réconcilier nos combats en commençant par cesser l'écologie moralisatrice. Ce ne sont pas les comportements qui posent un problème, c'est le système. Il faut expliquer, démontrer, éduquer et convaincre. C'est un combat essentiel à ne surtout pas négliger. Les manifestations climat mobilisent des jeunes et des populations nouvelles et même si la CGT ou la FSU appellent, on peut facilement compter les syndicalistes présents, tout comme on ne retrouve pas toutes celles et tous ceux qui manifestent contre le réchauffement climatique dans les mobilisations sociales. Ou du moins, même quand elles et ils sont là, elles et ils ne considèrent pas que c'est le même combat. On a quand même des mondes qui ont du mal à converger. Mais ce qui est en train de se passer est positif.

Je pense aussi qu'il y a une forme de résignation face à la puissance de l'État qui n'en a clairement rien à faire. Cela interroge notre militantisme. Je suis écologiste mais pas chimiste! Moi cela m'a vraiment traumatisée.

GLC: Oui, c'est vrai, et pourtant la mobilisation a obligé Castaner, Philippe et Macron à venir. La presse a largement couvert l'événement et a compris les dangers en allant sur le terrain. L'accident de Lubrizol et la mobilisation qui a suivi ont permis une prise de conscience des risques industriels, chez les salarié.e.s comme dans la population. Mais quand il y a en face un gouvernement et des industriels qui mentent, cela met le niveau de confrontation très haut. Ils refusent de se rendre compte de ce qu'ils font, ils ne veulent pas remettre en cause. Donc toute une série de gens reculent face à un tel niveau d'affrontement.

EC: C'est évident. Cela étant dit, ce qui s'est passé à Rouen a contribué à semer des graines pour l'avenir. Beaucoup de gens se sont interrogés, se sont politisés, ont pris conscience, voire se sont radicalisés pour ceux qui étaient déjà convaincus. Le niveau de confrontation augmente et la seule réponse de l'État réside dans la répression, dans le déni, dans le mépris... On l'a vu dès la loi Travail, on l'a vu encore avec les Gilets Jaunes et on le voit aujourd'hui aussi bien avec Lubrizol qu'avec les retraites. Et tant que ce sera comme ça, on n'aura pas d'autre choix que de devenir de plus en plus offensif.